

L'Argentine : Le gros lot pour les vautours

[Dette 0](#)



[CADTM](#) 2018-02-06 11:23:58

C'est en 2007 que Wall Street ouvre les hostilités contre l'Argentine. Son outil : l'ATFA, l'*American Task Force Argentina*, un club dont l'unique objectif est de servir les intérêts de l'industrie financière contre l'Argentine, en particulier du [fonds vautours](#) *Elliott Associates* qui en est membre [\[1\]](#). L'ATFA est étroitement liée à l'establishment étatsunien et au fonds vautour qui en est membre. Elle est présidée par Nancy Soderberg, ex-ambassadrice, et Robert Shapiro, lobbyiste devenu vice-secrétaire au Commerce à Washington en 1997. Parmi ses alliés les plus fidèles de la classe politique, on trouve les sénateurs Robert Menendez (Démocrate du New Jersey) et Marco Rubio (Républicain de Floride). L'ATFA se dit une « coalition ouverte » composée de contribuables, investisseurs, éducateurs, organisations agricoles, etc. Mais elle se réclame de nombreuses organisations qu'elle ne représente pas en réalité [\[2\]](#)

L'ATFA accuse l'Argentine de refuser de payer ses dettes. Pour mener à bien son entreprise, l'ATFA s'est efforcé de sensibiliser les principaux financiers et dirigeants politiques, en dépensant pas moins de trois millions de dollars dans son [lobby](#) contre l'Argentine depuis 2007 [\[3\]](#). En avril 2007, le coprésident Shapiro rencontre des investisseurs allemands à Francfort. Ultérieurement, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, sera cité par l'ATFA dans une publicité dans laquelle il dit que l'Argentine « *vit au-dessus de ses moyens depuis des décennies et ne paye pas ses dettes* ». [\[4\]](#)

Ce front composé de lobbyistes, de financiers et de personnalités politiques durcit ses positions à partir de 2012 lorsque l'Argentine est condamnée par un juge new-yorkais. Les

sénateurs Menendez et Rubio supplient alors le gouvernement de Washington ‘d’assécher’ l’Argentine. Marco Rubio est issu du *Tea Party*, l’aile ultraconservatrice du parti républicain, et est [actif](#) entre autres dans la commission des Relations internationales du Sénat américain. Cela lui vaut l’estime du milliardaire Paul Singer. Quand Rubio se jette dans la campagne pour devenir le candidat à la présidence des républicains (et devient par la suite le challenger par excellence de Donald Trump), Paul Singer lui destine le gros de ses donations. Ainsi, le front « anti-argentin » est au complet : l’ATFA, associée au sénateur Marco Rubio, financée par Paul Singer. Ce dernier dirige l’offensive des fonds vautours contre l’Argentine. C’est lui qui possède le [fonds d’investissement](#) *Elliot Management* (premier ‘supporter de l’ATFA’), qui à son tour, possède *NML Capital*, le plus agressif des fonds vautours qui poursuit l’Argentine.

Sortir de la spirale

Après le défaut de l’Argentine sur sa [dette](#) en 2001, les présidents Nestor Kirchner (2003-2007) et Cristina Fernandez de Kirchner (2007-2015) doivent faire face à une multitude de créanciers, des institutions comme des entreprises, étrangers ou nationaux. En 2004 le secteur privé détient 55 % de la dette argentine, les créanciers bilatéraux 8 % et les créanciers multilatéraux 37 %.

Au cours du seul premier semestre 2016, l’Argentine paie 9 milliards de dollars aux fonds spéculatifs

Les Kirchners ne refusent pas de payer les dettes, mais ils veulent décider du rythme des remboursements. Le pays négocie avec ses créanciers privés en proposant en 2005 un plan de restructuration de sa dette. La proposition implique d’échanger les titres en suspension de paiement contre des nouveaux, avec une réduction de plus de 60 % de la valeur faciale. En contrepartie de la forte réduction de valeur, les autorités s’engageaient à honorer le remboursement de ces nouveaux titres et à garantir un [intéressant](#) qui, de plus, serait indexé à la croissance du [PIB](#) (*voir l’encadré*). Une deuxième restructuration a lieu en 2010. Durant ces deux négociations, la grande majorité des détenteurs d’[obligations](#) (92,4 %) accepte la proposition argentine.

Du fait notamment de ces restructurations, l’Argentine sort progressivement de la spirale de l’endettement et peut augmenter ses dépenses sociales. Rappelons que l’Argentine était confrontée à une grave crise en 2001 avec 45 % de la population qui était est sous le seuil de pauvreté. Le [moratoire](#) suivi de la restructuration de la dette étaient dès lors indispensables et c’est ce qui a justement contribué au redressement économique de l’Argentine et à la réduction du taux de chômage qui est passé de 21,5 % en 2003 à 7,9 % en 2008. Un premier jugement rendu aux États-Unis reconnaît d’ailleurs explicitement l’intérêt légitime de l’Argentine à restructurer sa dette [\[5\]](#) ; cette restructuration étant vitale « pour la santé économique du pays » [\[6\]](#).

Début 2014, l’Argentine mène des négociations sur plusieurs fronts [\[7\]](#). Au même moment, elle est en pourparlers avec la [Banque mondiale](#)

Créée en 1944 à Bretton Woods dans le cadre du nouveau système monétaire international, la Banque possède un capital apporté par les pays membres et surtout emprunte sur les marchés internationaux de capitaux. La Banque finance des projets sectoriels, publics ou privés, à

destination des pays du Tiers Monde et de l'ex-bloc soviétique. Elle se compose des cinq filiales suivantes :

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD, 189 membres en 2017) octroie des prêts concernant de grands secteurs d'activité (agriculture et énergie), essentiellement aux pays à revenus intermédiaires.

L'Association internationale pour le développement (AID, ou IDA selon son appellation anglophone, 164 membres en 2003) s'est spécialisée dans l'octroi à très long terme (35 à 40 ans, dont 10 de grâce) de prêts à taux d'intérêt nuls ou très faibles à destination des pays les moins avancés (PMA).

La Société financière internationale (SFI) est la filiale de la Banque qui a en charge le financement d'entreprises ou d'institutions privées du Tiers Monde.

Enfin, le **Centre international de règlements des différends relatifs aux investissements (CIRDI)** gère les conflits d'intérêts tandis que l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) cherche à favoriser l'investissement dans les PED. Avec l'accroissement de l'endettement, la Banque mondiale a, en accord avec le FMI, développé ses interventions dans une perspective macro-économique. Ainsi la Banque impose-t-elle de plus en plus la mise en place de politiques d'ajustement destinées à équilibrer la balance des paiements des pays lourdement endettés. La Banque ne se prive pas de « conseiller » les pays soumis à la thérapeutique du FMI sur la meilleure façon de réduire les déficits budgétaires, de mobiliser l'épargne interne, d'inciter les investisseurs étrangers à s'installer sur place, de libéraliser les changes et les prix. Enfin, la Banque participe financièrement à ces programmes en accordant aux pays qui suivent cette politique, des prêts d'ajustement structurel depuis 1982.

TYPES DE PRÊTS ACCORDÉS PAR LA BM :

- 1) Les prêts-projets : prêts classiques pour des centrales thermiques, le secteur pétrolier, les industries forestières, les projets agricoles, barrages, routes, distribution et assainissement de l'eau, etc.
- 2) Les prêts d'ajustement sectoriel qui s'adressent à un secteur entier d'une économie nationale : énergie, agriculture, industrie, etc.
- 3) Les prêts à des institutions qui servent à orienter les politiques de certaines institutions vers le commerce extérieur et à ouvrir la voie aux transnationales. Ils financent aussi la privatisation des services publics.
- 4) Les prêts d'ajustement structurel, censés atténuer la crise de la dette, qui favorisent invariablement une politique néo-libérale.
- 5) Les prêts pour lutter contre la pauvreté.

Site : <http://www.banquemondiale.org>
, le [FMI](#)

À ce jour, 188 pays en sont membres (les mêmes qu'à la Banque mondiale).

Cliquez pour plus.

et le [Club de Paris](#). Encore faut-il aussi régler le conflit avec l'entreprise espagnole *Repsol*. Celle-ci avait été expropriée par l'État argentin lors de la 'nationalisation' en 2012 de YPF, la société pétrolière argentine. En avril 2014, Buenos Aires accepte de payer à *Repsol* une indemnisation de 5 milliards de dollars.

Les campagnes de diffamation contre l'Argentine :

État voyou, mauvais payeur, refuge des narcotrafiquants...Le gouvernement de Kirchner est présenté comme un « mauvais payeur », pire comme un « État voyou » selon les termes utilisés dans la recours de NML Capital contre loi belge devant la Cour constitutionnelle. Les fonds vautours vont même jusqu'à assimiler l'Argentine sous Kirchner à un refuge de narcotrafiquants, comme le montre cette affiche de campagne financée par ces fonds et publiée dans le *New York Times* en 2014.

Escadron de vautours

Reste à trouver un accord avec une minorité de créanciers qui refuse les restructurations. Ils représentent 7 % des créanciers privés. Ils tiennent à être remboursés pour la valeur totale de leurs [créances](#). Ils sont appelés « hold-outs ».

La bataille est menée par une cohorte de vautours dont Paul Singer est le leader. Fin 2011, le juge Thomas Griesa, président d'une Cour d'un district à New York, plaide en leur faveur. Il reprend l'argument des fonds vautours qui prônent que l'Argentine aurait rompu ses contrats avec ses créanciers, et plus particulièrement parce qu'elle n'aurait pas respecté la clause « pari passu » qui mentionne que tous les créanciers doivent être traités sur un pied d'égalité. (*voir l'encadré*). Sur cette base, ce juge interdit à l'Argentine de rembourser les créanciers inclus dans les restructurations, tant que le pays n'accepte pas les exigences des vautours. Dans la pratique, le jugement de Griesa bloque ainsi complètement le règlement de la dette souveraine de l'Argentine. Lors du procès, le gouvernement Kirchner prend des initiatives pour arriver à une solution à l'amiable. En juin 2014, il réitère ses promesses de rembourser les dettes restructurées mais demande en même temps que le juge Griesa crée des conditions pour un dialogue avec les fonds vautours. Ce dernier n'en veut pas. Fin juillet, l'impasse est totale. L'Argentine est à nouveau notée 'en défaut de paiement' par l'industrie financière internationale, une décision à laquelle participe *Elliott*. (*voir la partie I « les liens entre les fonds vautours et les autres acteurs de la finance » sur l'ISDA*).

La file des spéculateurs s'allonge

Une fois installé à la présidence de l'Argentine fin 2015, Mauricio Macri cherche immédiatement à plaire aux fonds vautours et gagne la sympathie du juge américain Thomas Griesa. Il propose de rembourser aux « hold-outs » le montant total de ce qu'ils demandent moins une remise de 30 pourcent. S'ils acceptent, l'Argentine devra déboursier 6,5 milliards de dollars. Le juge Griesa réagit le 19 février 2016. Pour un juge, ses propos sont hautement politiques. Il estime que l'Argentine dispose, avec Macri, d'un partenaire fiable pour les [marchés financiers](#).

Il est plus qu'évident que l'Argentine y perd lourdement. Non seulement la facture à payer aux fonds vautours a quadruplé (de 1,3 à 4,65 milliards de dollars), mais d'autres fonds ont rejoint ces spéculateurs devant le guichet de paiement. Ils estiment qu'ils ont droit au même traitement que les vautours. Cela leur est accordé. Au cours du seul premier semestre 2016, l'Argentine paie déjà 9 milliards de dollars aux fonds spéculatifs [8]. À la suite de cette capitulation, l'Argentine peut à nouveau emprunter sur les marchés financiers mais à quel

prix... Pour porter le fardeau des fonds vautours, Macri endette à nouveau son pays. collective (CAC) dans les contrats ne permettra pas d'y remédier (*voir la partie III sur les fausses alternatives*).

Les fonds vautours ne sont pas les seuls gagnants de la restructuration de la dette argentine

La banque BNP Paribas, qui a aussi refusé la restructuration, a reçu 52,4 millions de dollars ; ce qui représente 150 % de la valeur nominale des créances qu'elle détenait sur l'Argentine.

Les États membres du Club de Paris ont fait payer au gouvernement argentin sous Kirchner 9,7 milliards de dollars, dont 3,6 milliards correspondent à des intérêts sur les arriérés... portant sur des dettes frauduleuses héritées de la dictature.

Même les 93 % des créanciers qui ont négocié avec l'Argentine sont gagnants, car leurs pertes ont été compensées rapidement grâce à la clause de l'accord prévoyant le versement de dividendes annuels indexés à l'évolution du PIB argentin, comme le soulignent plusieurs études universitaires [\[1\]](#).

Pour le CADTM, le gouvernement argentin aurait dû refuser toute négociation compte tenu de la nature illégale et illégitime de la dette que les fonds vautours ont rachetée. Le jugement Olmos rendu par un tribunal fédéral argentin en 2000 avait dénombré pas moins de 477 délits dans la formation de la dette contractée depuis l'arrivée de la dictature militaire en 1976 [\[2\]](#). Le gouvernement était donc fondé légalement à répudier ces dettes, ce qu'il n'a malheureusement pas fait.

Cet article est extrait du magazine du CADTM : [Les Autres Voix de la Planète](#)

Notes

[\[1\]](#) Ce texte est une version réduite de l'article portant le même titre paru dans *Gresea échos* n°87, septembre 2016 : « Le virage à droite en Argentine », <http://www.gresea.be/spip.php?artic...>

[\[2\]](#) *Wall Street Journal*, Eastern edition [New York, N.Y], Dugan, Ianthe Jeanne, Argentine Lobby Mystifies 'Members', 15 octobre 2012, disponible en ligne à l'adresse : <http://www.wsj.com/articles/SB10000...>

[\[3\]](#) Center for Economic and Policy Research, Farmer, Education Groups to Anti-Argentina Lobby : "Uh, Who Are You ?", 18 octobre 2012, disponible en ligne à l'adresse : <http://cepr.net/blogs/theamericas-b...>

[\[4\]](#) A model of unsoundness, publicité payée par la American Task Force Argentina, dans le *Financial Times* du 24 septembre 2014.

[\[5\]](#) Marcus Miller and Dania Thomas, *Sovereign Debt Restructuring : The Judge, the Vultures and Creditor Rights*, 30 WORLD ECON. 1491, 1500 (2007).

[6] EM Ltd. v. Republic of Argentina, 131 F. App'x 745, 747 (2d Cir. 005). Traduction libre de “the economic health of a nation”.

[7] Laborda, Guillermo & Jimenez, Pablo, El sector que remarque tendra un urgente apertura de importaciones, *Ambito*, le 27 janvier 2014

[8] Le montant est mentionné dans la biographie de l’avocat Daniel A. Pollack, désigné par la justice américaine comme intermédiaire pour boucler le conflit avec les fonds spéculatifs. Voir : <http://www.mccarter.com/Daniel-A-Po...>

[9] Court of Appeal of Brussels (8th Chamber), 26 September 2000, General Docket n° 2000/QR/92, unpublished.

[10] Le Pérou a lancé en octobre 1995 une offre de restructuration de prêts garantis des banques *Banco de la Nacion* et *Banco Popular del Peru*. Quatre mois plus tard, le fonds *Elliott Associates* a racheté auprès de deux banques internationales des prêts d’une valeur faciale de 20,7 M\$ au prix de marché de 11,4 M\$. Refusant de participer à l’offre d’échange, Elliott a ensuite engagé des poursuites contre le Pérou devant les tribunaux new-yorkais, réclamant le paiement à 100 % des prêts achetés. Un jugement favorable rendu par ceux-ci en juin 2000, octroyant à *Elliott* une compensation de 55,7 M\$, lui permit d’obtenir auprès des juges bruxellois un ordre d’astreinte destiné à empêcher le Pérou de payer les créanciers ayant accepté la restructuration, en bloquant notamment les transferts de fonds devant s’effectuer via la chambre de compensation Euroclear. Devant le risque de défaut que faisait peser cette astreinte, le Pérou choisit finalement de dédommager *Elliott*, mettant ainsi un terme aux poursuites. La cour belge est depuis revenue sur l’interprétation promue par *Elliott* dans d’autres procédures : voir *Republic of Nicaragua v. LNC Investments LLC*, General Docket No. 2003/KR/334 (Ct. App. Brussels, 9th Chamber, March 19, 2004).

[11] Voir entre autres Martin Guzman, An Analysis of Argentina’s 2001 default resolution, *CIGI Papers N° 110*, octobre 2016, <https://www.cigionline.org/sites/de...>
Voir Juan J. Cruces et Tim R Samples, Settling Sovereign Debt’s “Trial of the Century”, 28 janvier, 2016, *Emory International Law Review*, pp.18 et 19, disponible en ligne à l’adresse : <http://papers.ssrn.com/sol3/papers....>

[12] Voir : <http://www.cadtm.org/Deuda-externa-de-la-Argentina>